



LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 18 • Juillet 2013

REUNION DES POINTS FOCaux ET EXPERTS L'optimisme des acteurs impliqués dans la lutte contre la LRA

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, a co-présidé avec l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la LRA, M. Francisco Madeira, une réunion des experts sur la LRA du 24 au 25 juillet à Entebbe (Ouganda). Les participants ont évalué le chemin parcouru depuis la dernière rencontre tenue en février. « Nous avons passé en revue les efforts fournis jusqu'à présent pour mettre fin aux atrocités de ce groupe armé. Nous avons également convenu des actions prioritaires à mener dans les six prochains mois pour accélérer le processus afin de soulager les populations des régions affectées », résume M. Abou Moussa, satisfait des résultats de cette réunion biannuelle. « Nous sommes plus que jamais optimistes quant à l'issue du combat commun contre la LRA. Nous sommes heureux de constater que l'objectif d'arrêter rapidement Joseph Kony (leader de la LRA) va de pair avec celui de développer les zones où ses éléments sévissent », ajoute M. Madeira, saluant le nombre de plus en plus croissant de défections dans les rangs de la LRA et le rôle de tous les acteurs impliqués dans la recherche d'une solution définitive à ce problème.

Actions prioritaires

Des projets ont en effet été identifiés dans différents domaines stratégiques contenus dans la feuille de route récemment approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU. En dehors des actions humanitaires en faveur des victimes de la LRA, l'accent a été mis, entre autres, sur l'opérationnalisation de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de la LRA développée par l'Union africaine, qui compte un volet militaire déterminant. Le Général ougandais Sam Kavuma, nouveau Commandant de la Force régionale d'intervention (à droite sur la photo de droite), a pu apprécier les défis qui l'attendent après avoir suivi l'exposé de son prédécesseur à ce poste, le Général Dick Prit Olum (à gauche sur la photo), désormais appelé à servir comme commandant du contingent ougandais de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISON).

Actuellement composée de 3350 hommes fournis par l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC), la République Centrafricaine (RCA) et le Soudan du Sud, cette Force sera incessamment renforcée par 500 soldats supplémentaires sud soudanais. La campagne de mobilisation de fonds envisagée par l'ONU et l'Union africaine est une étape cruciale, qui devrait permettre de densifier le déploiement de ces troupes et, de manière générale, faciliter la mise en œuvre effective de la stratégie régionale de lutte contre la LRA.

La réunion d'Entebbe a enregistré la participation d'une cinquantaine de personnes (photo ci-dessus), dont des experts et points focaux de l'Union africaine, de l'Union européenne, des Etats Unis, de la Commission d'amnistie de l'Ouganda, des organisations non gouvernementales ainsi que des missions, agences, fonds et programmes des Nations Unies (BINUCA, MONUSCO, UNAMID, UNMISS, UNOAU, UNOCA, OCHA, PNUD, HCR, UNICEF, PAM). Le Département des affaires



Photos UNOCA/Norbert N. Ouendji

politiques (DPA) et le Département de l'Information publique (DPI) de l'ONU ont également envoyé des représentants.

La réunion était précédée le 23 juillet par une visite de travail au ministère ougandais des Affaires étrangères. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la LRA, ont notamment eu des échanges avec le ministre chargé de la Coopération régionale, M. Asuman Kiyingi, qui a réaffirmé l'engagement de son pays dans la lutte contre la LRA.



JOURNÉE INTERNATIONALE NELSON MANDELA

« Unis dans l'admiration à un géant de notre temps »

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, a pris part à la cérémonie marquant la quatrième **Journée internationale Nelson Mandela**, célébrée le 18 juillet 2013. L'événement, qui a eu lieu à la résidence de Mme Pearl Nomvume Magaqa, l'Ambassadrice d'Afrique du Sud au Gabon, a également connu la participation de plusieurs collègues du système des Nations Unies ainsi que des membres du corps diplomatique, des représentants du gouvernement, des personnalités politiques, des autorités administratives, la société civile, etc.

Dans un élan de solidarité, les uns et les autres se sont ainsi mobilisés pour rendre un hommage mérité au héros de la liberté, encore hospitalisé le 18 juillet, jour de son 95^e anniversaire. Un grand moment de communion rythmé par un spectacle riche en son et en couleur, une chorégraphie vivante pour saluer la contribution de l'ancien Président sud-africain à la culture de la paix. « En ces temps difficiles, nos pensées et nos prières vont à M. Mandela, à sa famille et à toute la population d'Afrique du Sud. Nous sommes unis dans l'admiration que nous portons à un géant de notre temps », a noté le Secrétaire général de l'ONU dans un message de circonstance lu par la Coordinatrice résidente du Système de l'ONU au Gabon, Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry. « Profitons-en aussi pour transformer notre émoi en gestes concrets en direction d'autrui », précise le message de M. Ban Ki-moon.

Les discours prononcés chez l'Ambassadrice d'Afrique du Sud le 18 juillet allaient dans le même sens. Des vœux de bon et rapide rétablissement pour le Président Mandela qui, il faut le rappeler, a consacré 67 ans de sa vie à lutter pour les droits de l'homme et la justice sociale. La Journée internationale qui porte son nom est une occasion pour l'ONU de se joindre à la Fondation Mandela pour demander que le 18 juillet, partout dans le monde, chacun dédie au moins 67 minutes de son temps à la collectivité. Tel est du reste le sens de cette commémoration qui, sous le thème « Agis ! », vise à « engager la grande famille humaine à se mobiliser pour bâtir un monde plus pacifique, plus viable et plus équitable ».



Mme Pearl Nomvume Magaqa, Ambassadrice d'Afrique du Sud au Gabon, lors de son allocution, devant un parterre de personnalités attentives.

GABON – HOPITAL ALBERT SCHWEITZER

L'ONU souligne l'importance des œuvres humanitaires du Prix Nobel de la paix 1952



Le Président gabonais, M. Ali Bongo Ondimba et Mme Christine Engel, petite fille d'Albert Schweitzer (photo de gauche) lors de la célébration de Lambaréné où plusieurs personnalités dont, entre autres, Mmes Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO et Leymah Gbowee, une des Prix Nobel de la Paix 2011 (photo droite).

Les Nations Unies ont pris part aux cérémonies marquant le centenaire de l'hôpital Albert Schweitzer, du 6 au 7 juillet à Lambaréné, chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué, à 250 kilomètres au sud-est de Libreville. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, y a été représenté par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, par ailleurs Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA).

Plusieurs autres hauts fonctionnaires onusiens y étaient également présents, dont la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova et le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, M. Michel Sidibé. Le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA était parmi les autorités qui les ont accueillis à l'aéroport international Léon Mba de Libreville à leur arrivée le 5 juillet (voir photos ci-dessus, première rangée). M. Philippe Douste-Blazy, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies en charge des financements innovants pour le développement et Président du Conseil d'administration de l'UNITAID, a aussi participé à cette commémoration.

Pour le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, les œuvres du Dr. Albert Schweitzer en faveur de la qualité de la vie et du bien-être des populations méritent d'être célébrées et surtout préservées. Créé en 1913, l'hôpital qui porte son nom, et qui joue un rôle important dans le dispositif de santé de Lambaréné

et du Gabon, constitue l'une des plus grandes réalisations de cette personnalité multidimensionnelle, Prix Nobel de la Paix en 1952. L'annonce par le gouvernement gabonais de l'ouverture d'un Centre hospitalier universitaire international Albert Schweitzer consacre son statut régional et mondial.

Un Symposium scientifique, des attentes...

Les Nations Unies, à travers des institutions spécialisées comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), continueront d'accompagner les efforts nationaux en matière de lutte contre la maladie, la promotion de la santé de la mère et de l'enfant ainsi que dans le domaine du renforcement du système de santé et du partenariat au développement.

L'OMS a du reste participé activement au centenaire de l'hôpital Albert Schweitzer, y compris au Symposium scientifique organisé à Libreville le 7 juillet pour mûrir une réflexion collective sur les voies et moyens de combattre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA.

Les Nations Unies ont encouragé cette initiative et formulé de vives attentes par rapport aux résultats de ce Symposium, dont le centre d'intérêt couvrirait l'un des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), que les Etats membres de l'ONU ont convenu d'atteindre d'ici 2015.

AGENDA TRENTE-SIXIEME REUNION MINISTERIELLE DE L'UNSAAC A KIGALI DU 20 AU 23 AOUT

La 36e Réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAAC) est prévue du 20 au 23 août à Kigali (Rwanda). Mme Marie-Louise Tani, Conseillère politique et Point focal UNSAAC, y a séjourné du 21 au 25 juillet dans le cadre d'une mission préparatoire avec le gouvernement. Le Chef de l'UNOCA, qui avait également passé plus de 48 heures à Kigali, avait déjà eu une séance de travail à Addis-Abeba (Ethiopie) le 8 juillet avec Mme Louise Mushikiwabora, ministre rwandaise des Affaires étrangères, en marge de la réunion du Groupe international de contact sur la République Centrafricaine.

RENFORCEMENT DES CAPACITES : L'UNOCA A PARTICIPE A UN SEMINAIRE SUR LA MEDIATION



Photos UNOCA/Axelle B. Dzikongo



Sherwin Das, Conseiller politique (photo), a représenté l'UNOCA à la « formation avancée en médiation pour l'Union africaine » organisé du 29 au 31 juillet à Libreville par l'UA, l'Initiative pour la gestion des crises basée en Finlande et le Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD) dont le siège est en Afrique du Sud. Le séminaire a permis de se familiariser davantage avec les questions et les techniques liées à la résolution pacifique des conflits. Pour mieux apprécier leur maîtrise de ces outils et leurs aptitudes à conduire efficacement une médiation, les participants ont été confrontés à différents scénarios dans le cadre des travaux pratiques.

Leçons positives

Sherwin Das en a tiré des leçons très positives. Au-delà du partage des expériences, cette activité a en effet favorisé la mise en perspective de l'une des missions fondamentales de l'UNOCA, à savoir, le soutien aux efforts de médiation pour une gestion pacifique des crises et la prévention des conflits en Afrique centrale.

James Aji apprécie l'importance du travail en réseau

M. James Aji, Conseiller politique/UNOCA (3e sur la photo), a participé à un atelier sur l'amélioration du travail en réseau et le renforcement des capacités des Conseillers Paix et Développement dans le domaine de la médiation, qui a eu lieu du 30 juin au 5 juillet à Dakar (Sénégal). Organisé par l'ONU, cet atelier, qui a aussi regroupé plusieurs Coordinateurs résidents du système des Nations Unies de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a permis de mettre en relief l'importance des échanges d'information ainsi que la nécessité de développer des synergies entre les Conseillers Paix et Développement, les Responsables locaux/régionaux de l'ONU et le siège à New York.

Lors des discussions, M. James Aji a partagé, avec les participants, l'expérience de l'UNOCA en matière de diplomatie préventive et de médiation. Il a également évoqué les relations du Bureau avec les autres Programmes, Fonds, Agences et Missions de l'ONU présents en Afrique centrale ainsi qu'avec les organisations régionales et sous-régionales, y compris leur rôle dans la recherche d'une solution à la crise centrafricaine.

En marge des travaux, James Aji a eu des échanges avec les collègues de l'Unité d'appui à la médiation du Département des affaires politiques de l'ONU.



SURETE ET SECURITE MARITIMES DANS LE GOLFE DE GUINEE

Des experts mobilisés pour la mise en œuvre de la Déclaration adoptée le 25 juin lors du Sommet de Yaoundé

Sur invitation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), une réunion des Experts de la CEEAC, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Commission du golfe de Guinée (CGG), de l'UNOCA, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), du Congo et du Cameroun s'est tenue du 29 au 30 juillet 2013 dans les locaux de l'UNOCA à la Cité de la Démocratie de Libreville (Gabon), pour réfléchir sur la mise en œuvre de la Déclaration de Yaoundé.

Les participants ont rappelé que la sûreté et la sécurité dans leur espace maritime constituent une des fonctions régaliennes des Etats. Ils ont cependant fait observer que face à l'insuffisance de leurs moyens, la mutualisation des efforts et le soutien de la communauté internationale sont nécessaires pour trouver une solution adéquate à la menace que représentent la piraterie maritime et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée. Cette démarche est particulièrement nécessaire compte tenu du fait que le golfe de Guinée reste une route maritime stratégique pour le commerce mondial.

A l'issue des travaux, les Experts ont adopté les projets de termes de référence et le budget du Groupe interrégional, qui seront soumis à la validation des Chefs des Exécutifs lors d'une réunion prévue à la mi-septembre 2013. Ils ont en outre recommandé l'organisation d'une conférence des donateurs en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Déclaration adoptée à Yaoundé en juin lors du Sommet sur la piraterie maritime et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée. Dans cette perspective, ils ont également suggéré que les institutions maritimes transnationales telles que l'Organisation maritime d'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC), l'Union des conseils des chargeurs africains (UCCA), l'Association de gestion des ports d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC) soient sollicités comme des partenaires stratégiques.

La réunion a été rehaussée par la présence du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, ainsi que celle de l'ambassadeur du Cameroun au Gabon, M. Samuel Mvondo Ayolo (Première photo).



Photos UNOCA/Norbert N. Ouenjij

Séminaire sur la sûreté des navires et des installations portuaires : UNOCA représenté à Cotonou par le Conseiller militaire

Le Conseiller militaire a représenté l'UNOCA au séminaire régional sur le code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS), du 22 au 25 juillet 2013 à Cotonou (Benin). Organisé conjointement par l'association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC) et l'Organisation maritime internationale (OMI), cet atelier a permis de susciter des échanges sur les meilleures pratiques en matière de sécurité et de sûreté des installations portuaires, y compris les responsabilités des administrations maritimes et des autorités portuaires de la région du golfe de Guinée.

Le séminaire de Cotonou était animé par des experts de l'OMI, du port du Havre (France), de la Garde côte américaine, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), etc. La participation de l'UNOCA était importante, compte tenu de son implication dans la mise en œuvre de la résolution 2039 (2012) du Conseil de sécurité sur la piraterie et les vols à main armée en haute mer.

CHANGER LA ROUE D'UN VEHICULE DE SERVICE : DES COLLEGUES A LA MANOEUVRE....

A qui revient la responsabilité de changer une roue en cas de besoin ou d'urgence ? Plusieurs collègues confrontés à cette difficulté après avoir constaté une crevaison ou un manque d'air important, ont eu la réponse le 8 juillet lors d'une séance pratique initiée par le Service d'appui à la mission de l'UNOCA. Le conducteur doit en effet se servir de la boîte à outils disponible dans le véhicule pour démonter la roue défectueuse et la remplacer par celle de secours. Il doit par la suite prendre des dispositions nécessaires pour ne pas rouler sans roue de secours...



Photos UNOCA/Norbert N. Ouenjij

M. Emery Assoumou, Chauffeur mécanicien à l'UNOCA (ici en combinaison bleue), a conduit les exercices auxquels des collègues femmes et hommes, y compris le Chef du Service d'appui à la mission (M. Vasyly Sydorenko), ont accordé une très grande attention.



FAO : Dan Rugabira succède à Lamourdia Thiombiano

Monsieur **Dan Rugabira**, de nationalité rwandaise, est le nouveau Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Gabon depuis le 7 juillet. Il est par ailleurs le Coordonnateur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale (SFC), comptant les pays de la zone CEEAC.

Une grande expérience internationale

M. Dan Rugabira a une longue expérience internationale et une expertise avérée dans le domaine de la Foresterie où il a fait ses preuves dans diverses institutions au Rwanda avant d'entrer à la FAO en 1989. Pendant plus de 20 ans, il a géré et coordonné plusieurs projets et programmes, y compris au siège de la FAO à Rome (Italie) et au Bureau régional pour l'Afrique à Accra (Ghana).

Avant de poser ses valises au Gabon le 8 juillet, M. Dan Rugabira était Représentant de la FAO au Kenya depuis 2011. Il succède à Lamourdia Thiombiano, qui a passé deux années fructueuses au Gabon et est désormais Représentant adjoint du Bureau régional du FAO à Accra au Ghana.



Photo FAO

CHANGEMENT D'ADRESSE



Photos UNOCA/Norbert N. Ouenaji

DES AGENCES DE L'ONU DANS DES NOUVEAUX LOCAUX A BATTERIE IV

Le Bureau multipays de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a quitté les locaux de la Cité de la Démocratie. Depuis le 29 juillet, ce Bureau librevillois, qui couvre également la Guinée équatoriale et Sao Tome & Principe, est installé au quartier Batterie IV. Il est situé à proximité du Consulat de Turquie et de l'Ambassade du Togo au Gabon.

L'UNESCO occupe les 6^e et 7^e étages de l'un des deux immeubles (de 8 étages chacun érigés dans la même enceinte) mis à disposition par les autorités gabonaises, tandis que la FAO a aménagé en-dessous, plus précisément aux 2^e, 3^e, 4^e et 5^e étages suivant une répartition décidée par le gouvernement. Le premier étage du même bâtiment a, lui, été alloué à la Coordination du Système des Nations Unies au Gabon. Le reste de l'immeuble servira d'espaces communs à l'UNESCO et à la FAO incluant une salle de conférence située au 8^e étage.

Le deuxième immeuble sera incessamment et entièrement occupé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).



FMI – AFRITAC

L'ONU compatit à la douleur de Luc Leruth

Le Système des Nations Unies a appris avec tristesse la nouvelle de la mort brutale de Madame Sunita Leruth, épouse de M. Luc Leruth, Coordonnateur d'AFRITAC (Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale) et Représentant par intérim du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon.

Les membres de l'Equipe de pays des Nations Unies ont présenté leurs condoléances à M. Luc Leruth lors d'une visite de solidarité le 15 juillet 2013. Ce dernier, qui avait à ses côtés son fils Yohan, a dit son émotion face à cette marque de sympathie.



Photos UNOCA/Norbert N. Ouendji



LES ECHOS DE LA CITE

Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA - No 16 - Mai 2013

CONSEIL DE SECURITE - LE RAPPORT SUR L'UNOCA ET LA LRA A ÉTÉ PRÉSENTÉ LE 29 MAI

► New York, Conseil de sécurité, 29 mai 2013 - M. Abou Koussa, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, a été présenté le 29 mai au Conseil de sécurité par son représentant spécial, M. Abou Koussa, par ailleurs Chef de l'UNOCA.

Le Rapport semestriel du Secrétaire général de l'ONU sur les activités de la sous-région depuis le dernier rapport (18 décembre 2012) a été évalué en la crise liée au République Centrafricaine (RCA) après coup d'Etat du 24 mars, en mettant un accent sur son impact sous-régional. Par exemple, à la date du 29 mai, son déplacement plus de 400 000 réfugiés centrafricains contraints de fuir vers les pays voisins, notamment au Cameroun, au Tchad, au Congo et en République démocratique du Congo (RDC).

Coopération avec les organisations sous-régionales

En dehors des informations sur la situation politique et sécuritaire de l'Afrique centrale durant ces six derniers mois, le Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités de la sous-région et l'impact des jeunes ainsi que sur les crimes de l'impunité, la prévention du genre, la justice et la paix, etc. fournit également des détails sur les menaces qui pèsent sur l'environnement et sur la sécurité du fait, entre autres, du phénomène du braconnage des échantillons au Cameroun, au Gabon, en RCA, au Tchad et en République démocratique du Congo (RDC).

La coopération entre l'UNOCA et les organisations sous-régionales dans le cadre de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix occupe aussi une page importante dans le Rapport. La coopération avec le Comité régional de médiation pour l'Afrique centrale (COMIRAC) est particulièrement mise en avant, y compris en ce qui concerne la présidence du Comité d'Etat et de gouvernement sur la piraterie maritime dans le golfe de Guinée prévu du 24 au 25 juin 2013 à Yaoundé (Cameroun).

Dans le même ordre d'idées, le Rapport consacre de longs développements aux actions entreprises par l'UNOCA pour coordonner le soutien

des Nations Unies aux efforts de l'Union africaine (UA) dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Ce mouvement rebelle a été responsable de plus de 100 000 morts, entre 1987 et 2012, d'après le Rapport. Pendant la même période, il a aussi provoqué le déplacement de 2,5 millions de personnes (civiles).

LRA : une situation inacceptable et intolérable

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, qui était accompagné à New York par M. Manandy Koukou, Chef de la Section politique, condamne, une fois de plus, cette situation inacceptable. Il demande aux États membres de la LRA de cesser immédiatement leurs activités. Dans ce contexte, M. Abou Koussa réitére la détermination des Nations Unies de continuer à travailler avec leurs partenaires pour mettre fin aux souffrances des victimes et contribuer au développement durable des zones affectées.

Le gouvernement américain a récemment promis 5 millions de dollars de financement pour toute information qui permettrait l'identification de Joseph Kony (leader de la LRA) ainsi que ses principaux commandants, Othman Kouyoukou et Dominic Ongwen. Ils sont ou ont été recrutés par le Cœur pénitent international pour, entre autres, crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Dans la déclaration présidentielle publiée à l'issue de la session du 29 mai, le Conseil de sécurité a renouvelé son appel afin que toutes les parties prenantes, y compris les États concernés, contribuent à l'exécution du mandat d'arrêt international lancé contre eux.

La Déclaration indique par ailleurs que le prochain Rapport sur les activités de l'UNOCA sur les zones affectées par la LRA doit être présenté le 16 novembre 2013.

L'intégralité du Rapport sur les activités de l'UNOCA et sur la LRA peut être téléchargée sur notre site internet :
<http://unoca.unmissions.org>

Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception - Rédaction - Réalisation : Norbert N. Ouendji

Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org

Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob. +(241) 05 72 23 23

Web: <http://unoca.unmissions.org>

twitter.com/UNOCA_NEWS

B.P : 23773 Libreville, Gabon